

**HOMMAGE A LA COMMUNE DE PARIS ET AUX COMMUNEUX  
1871-2021 : 150e ANNIVERSAIRE**



**SAINT PIERRE DES CORPS  
SAMEDI 29 MAI 2021  
PLACE DE LA COMMUNE DE PARIS**



**Discours prononcé pour les Amies et  
amis de la Commune de Paris 1871  
par Patrick FONTENEAU**



***DISCOURS POUR LE 29 MAI 2021  
PLACE DE LA COMMUNE DE PARIS 1871  
A ST PIERRE DES CORPS***

Au nom de l'Association des Amies et Amis de la Commune de Paris 1871, nous remercions les participants venus rendre hommage aux communardes et communards pour le 150<sup>ième</sup> anniversaire de cette révolution.

Il faut rappeler que la Commune reste une oubliée des programmes scolaires et de l'histoire française.

Ce lieu de mémoire a été inauguré le 5 septembre 2015 par Madame BEAUFILS, Sénatrice Maire et sa municipalité près du stade CAMELINAT Directeur de la monnaie durant la Commune.

Rêve de démocratie directe, alternative économique et sociale, la Commune ne fut pas une utopie.

En 72 jours elle a concrètement pris des mesures de transformation sociale d'importance.

Nous citerons :

- L'organisation d'un service de l'emploi,
- La réquisition des ateliers abandonnés pour les confier à des coopératives de travailleurs,
- L'égalité des salaires hommes femmes,
- L'enseignement laïque gratuit et obligatoire,





- La multiplication des écoles de filles et des écoles professionnelles,
- La séparation de l'église et de l'état,
- La reconnaissance de l'union libre.

L'œuvre de la Commune même brève, fut importante d'où la peur qu'elle a engendré chez les possédants.

C'est aussi la semaine sanglante et ses milliers de victimes, ses trop nombreuses personnes condamnées soit à la détention ou la déportation.

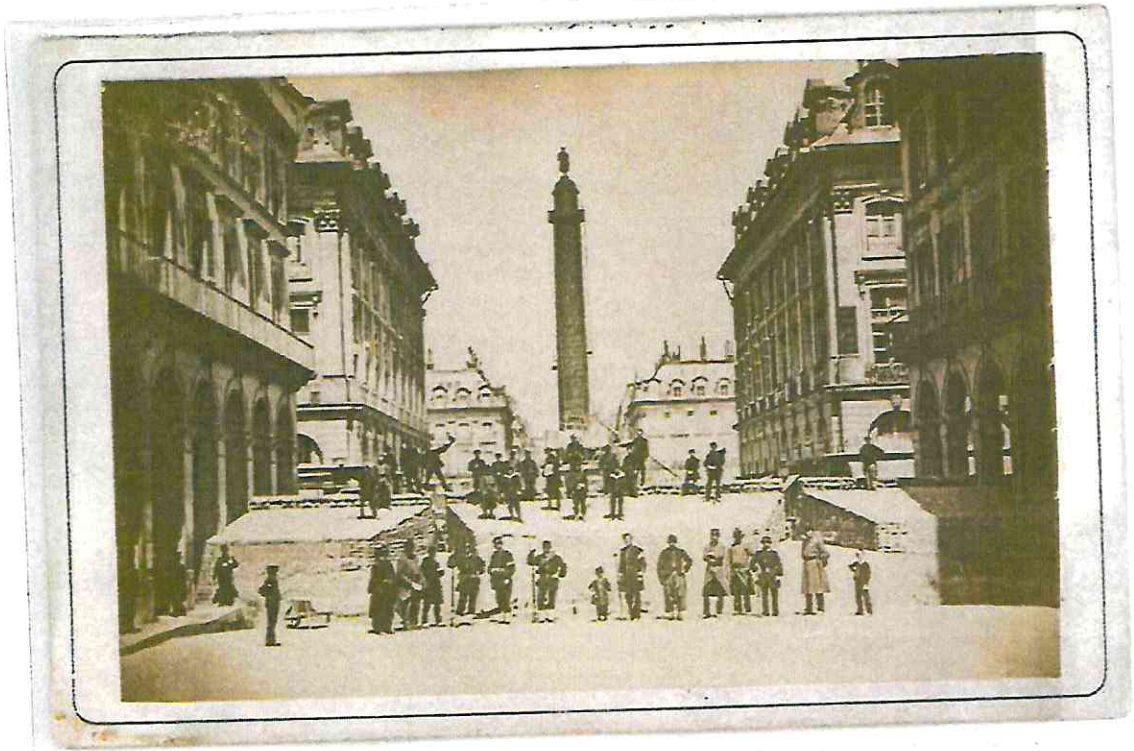
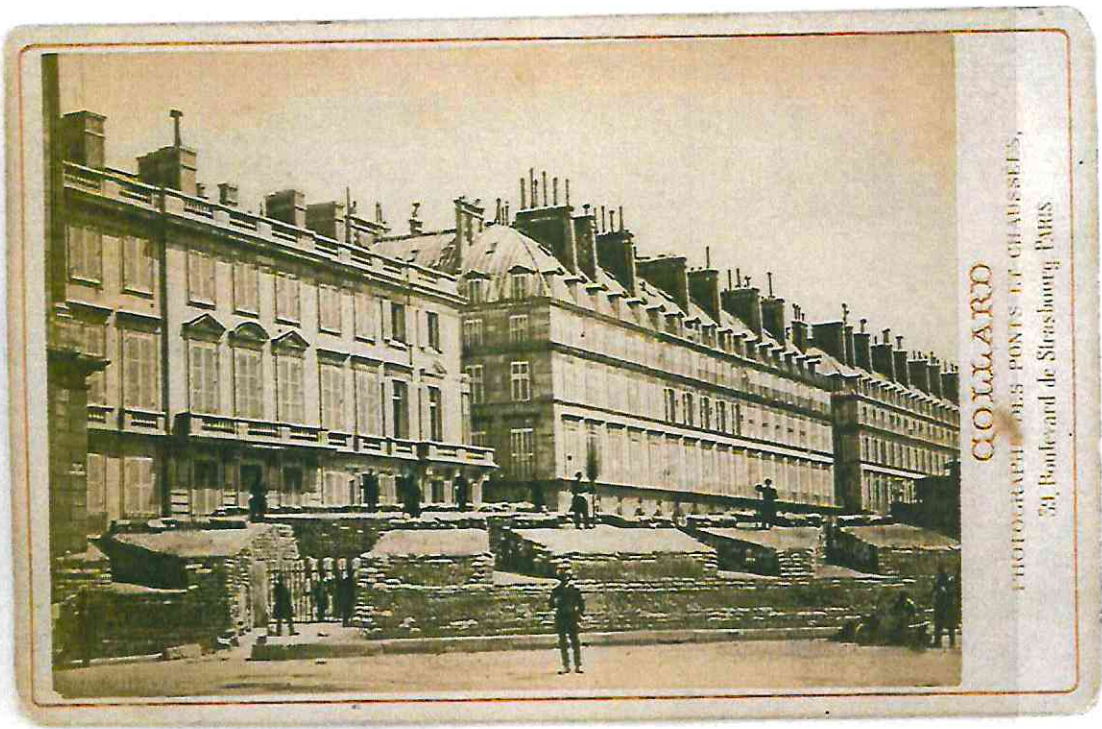
En cette journée de commémoration, nous pouvons avoir une pensée pour les tourangelles ou tourangeaux victimes de la répression versaillaise.

N'oublions pas aussi cette enfant née le 28 mars 1871, jour de la proclamation de la Commune de Paris :

Marguerite, Marie, Pauline décédée durant la semaine sanglante qui était la fille de Marie DAVID, secrétaire de la société de la revendication des droits des femmes, épouse du Général de la Commune LA CECILIA qui fuyait les troupes versaillaises.

Cet espoir mis en chantier inspirera de nombreuses luttes sociales.

Et comme le disait Victor Hugo :  
« le cadavre est à terre et l'idée debout ».







# FÉDÉRATION D'INDRE-ET-LOIRE

## DE LA LIBRE PENSÉE

<http://lp37.over-blog.com/>

### **Discours prononcés lors des commémorations de la Commune de Paris à St-Pierre-des-Corps le 29 mai 2021**

#### Discours de Mme Marie-France BEAUFILS, ancienne maire de St-Pierre-des-Corps, sénatrice :

Merci de m'avoir invité à cette initiative marquant les 150 ans de la Commune.

Nous avons ensemble décidé de nommer cette place du nom de la Commune, à cet endroit qui s'ouvre vers le stade municipal de St-Pierre auquel nos aînés ont donné le nom de Zéphirin Camélinat. Il fut le délégué de la Commune à la Monnaie, nommé directeur de l'Hôtel de la Monnaie du 9 avril 1871 au 25 mai. Cela n'avait pas échappé à Patrick Fonteneau, notre passionné de l'histoire de la Commune quand nous avons cherché le lieu qui pourrait dans la ville le mieux porter cette part de l'histoire de France.

J'ai répondu à votre proposition de prise de parole aujourd'hui en mêle temps qu'à Paris les Amis de la Commune marchent vers le Mur des Fédérés où furent tués les Communards. Marquer ce 150<sup>ème</sup> anniversaire est particulièrement important et on ne peut que trouver inacceptable ce refus de marquer cet anniversaire.

C'est une page de notre histoire, celle de la France.

C'est une page de la construction de la démocratie.

C'est une page de la prise de pouvoir du peuple pour défendre la République.

C'est une page de ce que l'on appellerait aujourd'hui la "participation citoyenne".

Je suis pour ma part marquée par cette volonté de participation des ouvriers, employés, des gens du peuple aux choix qui les concernent et comment ils conçoivent le rôle des élus qu'ils chargent de mettre en œuvre ces propositions élaborées en commun. Un bel exemple qui aurait eu toute sa place dans une commémoration nationale. A quelques semaines d'élections départementales et régionales, à un an de la présidentielle et des législatives, cela aurait pu être l'occasion d'un débat sur la participation des habitants à la vie de toutes ces assemblées, mais aussi du rôle des élus, leurs obligations vis-à-vis des électeurs.

Ces 72 jours de la Commune ont été d'une richesse qui nous marque encore aujourd'hui : la séparation de l'Eglise et de l'Etat qui deviendra effectivement inscrite dans la loi en 1905 ; une instruction laïque, gratuite, obligatoire pour tous les enfants des deux sexes, une urgence d'égalité salariale pour les instituteurs et institutrices ; une journée de travail de 10h et un salaire minimum ; une réquisition des ateliers abandonnés et une reprise par les travailleurs de la gestion collective des moyens de production qui leur étaient remis. Je ne citerais pas tout.

Mais une dernière mesure, celle de la réquisition des logements vacants et du moratoire sur les loyers impayés, qui est encore aujourd'hui totalement d'actualité.







Il y a 150 ans, ces hommes et ces femmes ont porté un projet de société particulièrement moderne, en tout cas révolutionnaire. On aimerait que l'esprit de transformation qui les animait soit présent aujourd'hui plus largement dans notre pays...

Marquer ce 150<sup>ème</sup> anniversaire, c'est aussi faire en sorte que soient mieux connus celles et ceux qui ont été porteurs de ces luttes et je veux dire ici que le journal l'Humanité nous a fournis pendant ces deux mois de redécouvrir des acteurs de la Commune, hommes et femmes, qui mériteraient une place plus grande dans notre mémoire.

Je ne peux résister à une citation de Louise Michel qui aujourd'hui a tout son intérêt dans les débats de sortie de crise sanitaire : « *Le capital est une fiction, puisque sans le travail il ne peut exister, et ce n'est pas souffrir pour la République qu'il faut, mais faire la République sociale* ». Mais peut-être que l'initiative du 12 juin va permettre d'engager le débat sur comment et avec qui on construit l'avenir.

### **Discours d'Alain JOUANNET, président de la Libre Pensée 37**

Amis, camarades, compagnons,

Non, la Commune de Paris n'est pas morte !

La Commune ? C'est en fait le premier gouvernement ouvrier. C'est en cela qu'elle a une portée internationale. Le gouvernement du peuple par le peuple, pour paraphraser Karl Marx.

Nous ne sommes pas des nostalgiques ou des passéistes, ni même des historiens, nous sommes les uns et les autres des militants de sensibilité, d'histoire différentes. Nous sommes partisans de l'émancipation sociale, économique. C'est toujours d'une brûlante actualité ! Nous combattons ce gouvernement libéricide, autoritaire, arrogant, réactionnaire, qui connaît une dérive totalitaire évidente. Nous combattons contre les restrictions imposées au nom de l'état d'urgence permanent, qu'on le baptise sanitaire ou pas. Nous combattons la loi dite sur le séparatisme, sur le fichage des syndicalistes et des militants... Nous combattons pour la laïcité, c'est-à-dire pour la défense et l'application sur tout le territoire de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de décembre 1905 !

Pour nous, la laïcité ne peut être à géométrie variable, utilisée à des fins xénophobes et islamophobes.

Pour nous, toutes les religions sont hostiles à la République, au progrès social, à la liberté de conscience et à l'émancipation dans tous les domaines : procréation, avortement, droit au suicide assisté...

Nous sommes aux côtés des syndicalistes réprimés, aux côtés des associations menacées. C'est pour cela que nous défendons l'UNEF, même si certaines pratiques internes ne nous plaisent pas. Ce n'est pas à l'Etat, au gouvernement Macron, de définir les bonnes et mauvaises associations ! Nous défendons la loi de 1901 et la liberté d'association !

C'est pour toutes ces raisons que nous sommes fondés, légitimes, pour défendre la Commune ! Nous préférons faire cela que d'honorer, avec nostalgie, l'empereur Napoléon, comme le font certains ! Mais... n'est pas Napoléon qui veut !

Oui, nous défendons la Commune, ce premier gouvernement ouvrier qui dura 72 jours et qui fut sauvagement réprimé lors de la Semaine sanglante avec ses 40.000 morts fusillés, ses déportés... On disait que les bourgeois aimaient les prolétaires saignant comme la viande. La bourgeoisie et ses alliés aiment les prolétaires, mais... morts ! Enterrés aussi profond que possible, sous des fleurs si nécessaire.







Nous ne mangeons pas ce pain-là !

La Commune a été oubliée, calomniée, déformée, vilipendée. IL suffit de voir comment certains manuels scolaires traitent ces événements. D'autres d'ailleurs n'en parlent même pas, ou plus. Il faut effacer cela de la mémoire. Pour les idéologues qui défendent le régime, c'est une utopie, un mauvais exemple. La Commune a marqué la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage et des privilèges. C'est d'ailleurs pourquoi, malgré les faits, les textes irréfutables de l'époque, on continue de dire aujourd'hui que Karl Marx aurait été contre la Commune. Il faut oser quand même ! Mais ils osent tout... vous connaissez la suite, devenue célèbre !

La révolution qui se déclenche à Paris en mars 1871 ne commence pas par l'élection de l'Assemblée communale. Elle commence par « la destruction préliminaire du vieil appareil gouvernemental » (Karl Marx dans "La guerre civile en France", 2<sup>e</sup> essai). Le pouvoir qui s'établit à travers l'Assemblée communale qui concentre le pouvoir législatif et exécutif, dont les membres sont révocables à tout instant, s'appuie sur la mobilisation autonome de la classe ouvrière, à travers ses organisations, les clubs, les bataillons de la Garde Nationale. Les clubs où les femmes jouent un rôle important. Les syndicats ont leurs représentants dans les commissions du travail et de l'échange.

Je ne peux ici retracer toute l'histoire de la Commune et sa chronologie politique. C'est l'objet d'une brochure éditée par la Libre Pensée 37, disponible ici. Ce sera l'objet d'une conférence publique et d'une exposition quand les conditions le permettront. Mais je veux insister sur 2, 3 aspects :

Premièrement, les mesures démocratiques et socialistes. Même si elle a fait preuve d'une grande modération (mais il n'y avait pas que des ouvriers dans le Comité central), la Commune n'a pas nationalisé les usines (peu nombreuses encore) et les entreprises. Elle a maintenu la durée de l'ancienne journée de travail, conservé les anciens impôts.

Néanmoins, les mesures et les décrets pris pendant ces 72 jours sont d'une extrême importance et un guide dans l'actualité. Oui, ils ont osé !

1°) séparation des Eglises et de l'Etat ; suppression du budget des cultes. Cela préfigure la loi de 1905.

Ecole gratuite et obligatoire pour les filles et les garçons. Cela préfigure les grandes lois laïques de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de Jules Ferry notamment.

2°) Abolition de l'armée permanente ; abolition de la conscription. Il fallait oser !

3°) Traitement des instituteurs et institutrices à 2000 francs. Ils mourraient littéralement de faim à l'époque.

4°) Fixation des émoluments des membres de la Commune à 15 francs par jour. On comprend la volonté des édiles, députés et autres aujourd'hui, de laisser cela sous le boisseau. Ça fait tache, comme on dit !

5°) Interdiction du cumul ; fixation maximum des traitements à 600 francs.

6°) Suppression du travail de nuit pour les boulangers et les femmes.

7°) Remise générale des loyers des termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871.

8°) Suppression de la vente des objets déposés au mont de piété.



9°) Suppression de la catégorie "illégitime" pour les enfants nés hors mariage et reconnaissance des unions libres.

10°) Décret concernant la remise en exploitation des ateliers abandonnés par les patrons.

11°) Décret qui supprime les amendes et retenues sur les salaires ouvriers. Les bureaux de placement sont supprimés. Garantie du salaire minimum vital.

12°) Justice gratuite.

13°) Révocation possible des élus ; élection des juges et hauts fonctionnaires.

14°) Autonomie municipale.

La plupart de ces décisions n'ont pas eu d'application pratique, vu notamment la brièveté de l'existence de la Commune.

Une remarque : les femmes ont joué un grand rôle dans la Commune. Il y a plusieurs noms connus dont celui de Louise Michel, une des figures les plus emblématiques, mais qui n'a pas joué de rôle politique déterminant. Ce qui n'enlève rien à son courage et son engagement.

Elles étaient soldats en uniforme de la Garde sur les barricades, ambulancières, cantinières ou infirmières. Elles étaient très radicales, notamment vis-à-vis du clergé. Elles ont été calomniées, injuriées, accusées de mettre le feu à la ville d'où le surnom de pétroleuses. Mais il n'y avait pas de femmes dans le Comité central. La Commune n'a pas pris de décret concernant le droit de vote des femmes. Il faut dire cela aussi.

La répression. Il faut donner quelques éléments :

Les bourgeoisies allemandes, prussiennes et françaises, opposées dans un conflit militaire, se sont retrouvées unies face au prolétariat ou petit peuple. Elles se sont coalisées pour écraser cette révolution. Bismarck a autorisé les Versaillais à augmenter leur armée qui passa de 40 à 140.000, puis 170.000 hommes. Bismarck accepte de libérer 60.000 prisonniers qui, pour une bonne part armés de mitrailleuses allemandes, contribueront à écraser la Commune.

Selon la justice militaire :

- 43.000 arrestations ; 13.000 condamnations par les conseils de guerre ; exécutions à la mitrailleuse comme à Satory.
- 17.000 exécutions. Certains historiens parlent de 35.000, c'est certainement cela la réalité.
- 7.000 déportations en Nouvelle-Calédonie.
- 3.000 exilés en Belgique, 3.500 en Angleterre, 1.000 en Suisse.
- Paris perd 80.000 habitants. "L'amnistie" partielle n'intervient que 8 ans après et l'amnistie générale le 11 juillet 1880.

Un point de vue que personnellement je partage :

La Commune n'était pas homogène. A sa gauche, il a manqué une force révolutionnaire qui, par exemple, aurait décidé qu'il était temps de marcher sur Versailles, de confisquer l'or de la Banque de France. Mais il y a des limites objectives. Il y a quelques villes où des Communes ont existé.

Les ouvriers étaient peu nombreux. Industrie naissante et limitée. Les paysans sous l'empire souvent de l'Eglise, de l'armée étaient majoritaires socialement. C'est le petit peuple, les misérables, les femmes et les enfants, souvent à l'état de vagabonds et mendiants, qui ont été la base sociale, l'aile marchante.

La répression est à la hauteur de la peur qui fut celle de la bourgeoisie. Aujourd'hui, les cercles dirigeants de l'impérialisme, des grandes banques, éprouvent la même panique face aux révolutions, aux soulèvements qui existent dans plusieurs pays. Ce n'est pas fini. Leur système ne tient que par pas grand chose. D'où les dérives totalitaires.

Non, la Commune n'est pas morte ! Cette fois, il faudra la victoire. On fait tout pour cet objectif.

Je vous remercie.





**Textes Lus par l'UD FO 37**

**- discours d'André Bergeron prononcé à l'occasion du 100e anniversaire de la commune de Paris en 1971.**

**-Portrait d'Eugène VARLIN (1839-1871)  
L'OUVRIER MARTYR DE LA COMMUNE ET FIGURE DU  
MOUVEMENT SYNDICAL ( texte tiré des archives du FOH  
2294 reproduit ici dans son intégralité)**



## André Bergeron - FO Hebdo n°1259 du 23 mars 1971

Il y a cent ans, le 18 mars 1871, est née la Commune de Paris. Elle a été une réaction contre la capitulation, l'expression d'une exigence de mieux-être social et une condamnation des excès du centralisme étatique.

Détestés par les uns, pris pour exemple par les autres, les femmes et les hommes de la Commune n'ont laissé personne indifférent. Leur épopée, faite de beaucoup de rêve et de générosité, a marqué les générations de militants qui, depuis 1871, ont animé le mouvement syndical.

Comme l'a dit Édouard Vaillant, l'histoire de la Commune ne devient intelligible qu'à travers celle des événements qui l'ont précédée et qui, de fait, l'ont enfantée.

Ces événements, c'est en particulier le prodigieux essor du mouvement ouvrier durant les dernières années du second Empire. En quelques années on est passé de l'association défensive (mutuelles, coopératives, sociétés de résistance et d'entraide) à l'organisation offensive à travers les chambres syndicales qui, peu à peu, allaient se fédérer.

Les militants de l'Association Internationale des travailleurs, comme Eugène Varlin, proclamaient que les sociétés ouvrières devaient "habituer les travailleurs à s'occuper de leurs affaires, à s'organiser, à discuter, à raisonner de leurs intérêts matériels et moraux".

Rejetant le dogme, ils entendaient faire appel à l'intelligence des hommes, afin, comme devait le dire plus tard Fernand Pelloutier, de les amener à "prendre conscience de leur malheur" et à leur faire sentir la nécessité du combat syndical.

Eugène Varlin, ouvrier relieur, demeure une des figures les plus pures qu'a connues le mouvement ouvrier. Il s'était formé seul, par acharnement de la volonté, consacrant à l'étude les rares heures que lui laissait l'atelier, apprenant non pour accéder aux honneurs, mais pour instruire et affranchir le peuple. Le sort cruel voulut que ce précurseur du syndicalisme moderne soit massacré par la foule après la chute de la Commune.

L'action des Fernand Pelloutier, Griffuelhes, Merrheim, Yvetot, Pouget et Léon Jouhaux fut largement inspirée de l'exemple d'Eugène Varlin et ses compagnons.

## **L'esprit de la première révolution française était encore vivant parmi le peuple parisien. Il espérait toujours porter chez les autres la Liberté.**

Durant le siège, isolé du pays et du gouvernement, les Parisiens avaient dû faire face à tous les problèmes. Pour surmonter leurs difficultés, ils avaient dû bâtir une organisation administrative des arrondissements et créer une garde nationale. Du contexte qui en est résulté est né un profond attachement au fédéralisme, ce qui est encore le cas au sein du mouvement syndical libre français.

La Commune a voulu être un gouvernement des travailleurs. Elle a montré le profond ascendant de Proudhon sur le mouvement ouvrier de l'époque alors que les événements échappèrent complètement à Marx qui avait condamné toute tentative d'insurrection à Paris. Ce n'est qu'il devait le récupérer.

Les membres syndicalistes de la Commune voulurent imposer les changements que la République leur avait refusés. Après s'être débarrassés de l'invasion, ils voulaient imposer leur révolution dans la liberté et la dignité.

Quelle profonde signification revêt aujourd'hui – avec le recul du temps – la proclamation de la minorité signée par Jules Vallès, Jourde et Eugène Varlin, s'opposant à la création d'un Comité de salut public, dans lequel ils devinaient un danger de pouvoir dictatorial qui, en réalité, ne pouvait qu'affaiblir et dénaturer la Commune.

On a reproché aux Communards leur timidité devant la Banque de France et la Bourse de Paris. On leur a reproché d'avoir prescrit que les ateliers abandonnés par les patrons soient dirigés par les coopératives ouvrières avec indemnisation des anciens propriétaires.

En réalité, les Communards étaient des pacifiques. Ils avaient confiance dans la valeur d'exemple de l'association ouvrière libre et étaient persuadés que son développement résulterait, un jour ou l'autre, de la démonstration de la supériorité de leur organisation.

## **Certains diront que les faits ont montré combien tout cela était utopique. Peut-être !**

Mais ils ont montré aussi que d'autres, plus soucieux d'efficacité mais négligeant les hommes, avaient débouché sur la dictature que rejetaient de



toutes leurs forces les syndicalistes de l'Association Internationale des travailleurs.

Ces syndicalistes ne se contentèrent pas de mots. Les décisions d'ordre économique et social qu'ils firent prendre préfiguraient la législation de protection du travail, la Sécurité Sociale, le système de garantie chômage et le salaire minimum légal.

La Confédération Force Ouvrière se devait de participer à la Commémoration du **Centième anniversaire** de la Commune.

Elle a voulu ainsi rendre hommage à la mémoire des cent onze mille victimes de la féroce répression du gouvernement de Thiers.

Elle le devait aussi parce que bon nombre des idées enfantées par la Commune demeurent à la base de la philosophie et de l'action du syndicalisme libre.

L'attitude des hommes de la Fédération Internationale des travailleurs à l'égard du Comité de salut public, dont ils avaient condamné le principe, montre combien déjà ils avaient conscience de la nécessité de l'indépendance du syndicalisme.

Les hommes engagés dans la grande aventure de la Commune étaient porteurs des idées nées de la Révolution de 1789.

**Ils en sont sortis meurtris mais ouverts à des perspectives nouvelles.**

Il appartient aux hommes libres que nous sommes de faire fructifier l'héritage qu'ils nous ont légué en tenant compte des expériences, des erreurs, des fautes et quelques fois des crimes commis tout au long de l'histoire du siècle qui vient de s'écouler avec, par dessus tout, le souci du respect de la liberté et de la dignité des hommes.

C'est le plus bel hommage que nous puissions rendre à la mémoire de ceux qui, comme **Eugène Varlin**, ont su, à travers les convulsions de la Commune, préserver la pureté et la noblesse des idées qu'ils portaient en eux.







1<sup>er</sup> Mai 96



«**Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle; Considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyens aux étrangers qui la servent...**»

Les Communards fondent par ces paroles l'internationalisme ouvrier qui prendra, avec le 1<sup>er</sup> Mai, toute son ampleur à l'occasion de la journée internationale de revendication et de solidarité des travailleurs. Un dossier de FO Hebdo.

# LA COMMUNE DE PARIS

18 mars - 28 mai 1871

**D**éfense de la République et de la Nation, défense des intérêts des ouvriers. La Commune de Paris (18 mars-28 mai 1871) fut tout cela en même temps. C'est pour cela qu'elle a tant marqué le mouvement ouvrier en France et à l'étranger. C'est aussi pour cela qu'elle a été sauvagement exterminée par les Versaillais.

La Commune est une fin et un commencement. D'un côté, c'est la dernière révolution du XIX<sup>e</sup> siècle, exprimant entre les éclairs de mars et le temps des cerises, les échos de la grande Révolution française, avec ses artisans et ses boutiquiers, dans leurs sections et leurs comités, qui s'estiment les dignes héritiers des sans-culottes de 1789. C'est aussi les bataillons de la Garde nationale qui refusent la victoire prussienne et qui s'identifient à l'armée de l'An II et au

peuple en armes se portant sur Valmy à la rencontre des armées des Princes.

D'un autre côté, la Commune c'est aussi un commencement. Le premier essai de législation populaire tenté dans le monde. En fonctionnant, même seulement un mois et demi, elle a tenté, par un «pouvoir révolutionnaire» à forte participation ouvrière, d'établir un nouveau pouvoir transitoire fondé sur le peuple en armes, élisant et révoquant ses responsables. Sa postérité dans le mouvement ouvrier national et international est immense, de l'anarchisme au léninisme, mais aussi dans tout le mouvement ouvrier, au sens le plus large du terme. Autant qu'un mythe, un culte ou une légende, la Commune de Paris a été l'objet d'une grande réflexion politique



et historique. Elle préfigure les grands mouvements revendicatifs ouvriers, comme les 1<sup>er</sup> mai, les

grèves de juin 1936, voire le mouvement parisien de mai 1968.

Les Communards ont commencé par détruire d'État oppresseur, amputant les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, supprimant les armées permanentes, la police, la bureaucratie, faisant élire tous les fonctionnaires, séparant l'Église de l'État, remplaçant l'ancien gouvernement centralisé par une

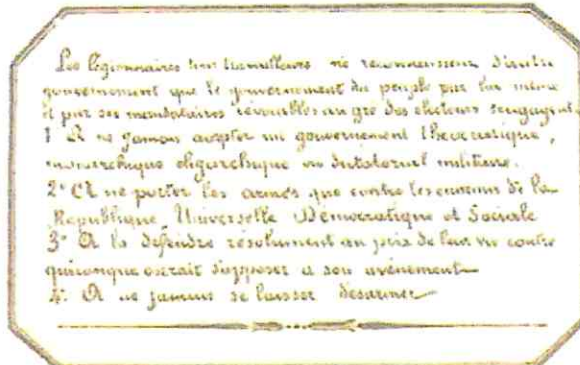
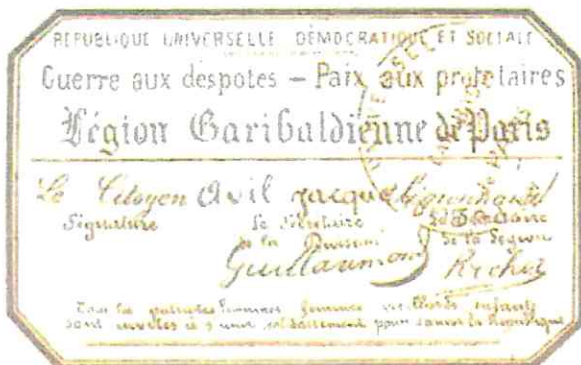


libre fédération des communes de France, entreprenant l'émancipation du travail par l'organisation coopérative de la production. Des Communards utopistes tiraient même sur les horloges pour arrêter le

temps. Le Mont-de-piété est réorganisé pour éviter l'usure. Le travail de nuit des boulangers est supprimé et les amendes et retenues sur salaire contre les salariés sont interdites. Une commission de travail est créée avec des spécialistes et les représentants des coopératives ouvrières pour remettre en marche les usines et les ateliers au profit des travailleurs. Par ailleurs, un système d'éducation gratuite pour adultes et des universités libres se mettent en place. Plus concrètement, la

Commune protège les dettes et les échéances des Parisiens ainsi que la remise des loyers à une date indéterminée.

Sociologiquement, la Commune est composée d'une «minorité révolutionnaire» de 50 000 à 60 000 personnes, au sein de laquelle prédomine incontestablement l'élément ouvrier



(Suite page 10)



1<sup>er</sup> Mai 96

ANNÉE RÉPUBLICAINE  
MUR DU FÉDÉRÉ  
SPÉCIALISÉ HISTOIRE  
ANNÉE TOP DE MONTRE  
ET PAYS ANCIENS

## LES COMMUNES DE PROVINCE

L'importance de la Commune de Paris a obéré les autres mouvements «communalistes» de province. Pourtant, les raisons qui ont conduit la capitale à se soulever sont les mêmes en province.

Des Communes sont proclamées à Lyon, Saint-Étienne, Grenoble, Le Creusot, Limoges, Narbonne, Toulouse, Bordeaux et même Alger. Mais c'est la Commune de Marseille qui a été la plus importante après Paris. Elle a duré du 23 mars au 4 avril 1871 pour finalement être aussi écrasée par l'armée. Ces Communes sont nées dans des villes à forte implantation ouvrière où les prodromes du syndicalisme se font déjà sentir. En revanche, ces Communes provinciales gardent une forte connotation fédéraliste se référant au mouvement des Girondins durant la Révolution française.

La Commune de Marseille écrit à celle de Paris le 30 mars 1871: «Nous voulons la décentralisation administrative avec l'autonomie des Communes, en confiant au conseil municipal élu de chaque grande cité les attributions administratives et municipales. L'institution des préfetures est funeste à la liberté.

Si elles n'ont pu durer, c'est parce qu'elles n'avaient quasiment aucun contact avec Paris et qu'elles sont nées dans un environnement rural assez hostile. Les autorités versaillaises n'ont pas eu beaucoup de mal à les réduire. Ainsi à Marseille, le général Espivent fait tirer pendant sept heures sur les Communards marseillais. En reprenant la ville, il fait fusiller les prisonniers à la gare Saint-Charles. Il s'agissait de volontaires garibaldiens venus aider la France contre la Prusse. Aussitôt après, Saint-Étienne se souleva. Les mineurs remontèrent des puits pour soutenir la Commune stéphanoise. L'armée les écrasa. Narbonne pris la suite sous la direction d'un certain ouvrier Digeon. L'armée, venue de Montpellier, Toulouse, Foix, Carcassonne et de Perpignan, convergèrent vers la Commune narbonnaise. Après un jour et demi de combats, la ville n'était plus qu'un cimetière. À Lyon la Commune fut écrasée en une demi-journée. ■

# LA COMMUNE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

## COMITÉ CENTRAL

CITOYENS,

Le gouvernement, fugitif à Versailles, a cherché à faire le vide autour de vous; la province n'est trouvée tout à coup privée de toutes nouvelles de Paris.

Mais l'isolement dans lequel on a voulu vous mettre n'a pas réussi à empêcher le souffle révolutionnaire de se frayer un passage à travers toutes ces précautions.

Le Comité central a regagné hier et aujourd'hui plusieurs délégations des villes de Lyon, Bordeaux, Marseille, Rouen, etc., qui sont venues savoir quelle était la nature de notre Révolution et qui sont reparties au plus vite pour aller donner le signal d'un mouvement analogue, qui est préparé partout.

VIVE LA FRANCE, VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Palais de Ville, le 29 mars 1871.

Le Comité central de la Garde nationale:

ANT. ARNAUD, ANS, BILMORAY, FÉRET, HALLÉ, RO. MORFAN, C. DUPUY, VARIOT, GUERRE, LAVALANTÉ, FR. JOURN, ROUSSEAU, G. ARNOLE, VIARD, BLANCHET, J. GUYARD, BENOIT, H. GÉREMA, FANG, FONGRETT, HENO, H. COUETEAU, AUBREUX, C. GAUCHER, GARRON, PRODHOMER, JONZIAN, MALINE LARROU, J. HENRIOT, MALGOUYER, RAVIET, VEINDE, AVIGNON VIEUX, GUILLET.

LE GOUVERNEMENT RÉPUBLICAIN — Juin 1871, 12 s.

et artisan. Ces derniers représentent 80% des effectifs communards. Les ouvriers de la métallurgie et du bâtiment forment le gros des troupes de la Garde nationale. Les menuisiers, ébénistes, typographes, correcteurs, imprimeurs, relieurs assurent l'encadrement. D'ailleurs, au Conseil général de la Commune, sur 65 membres, 25 sont des ouvriers dont le relieur Varlin, le mouleur Camelinat, le bijoutier Frankel, et d'autres.

Cette participation ouvrière se paiera très cher. En juin 1871, à Paris, il manque 12 000 ouvriers de la chaussure, 6 000 de l'ameublement, 5 000 de la confection, ainsi que 3 000 plombiers et 1 500 bronziers, tués, arrêtés ou en fuite. La fameuse «Paris la Rouge» des chansonniers a irrémédiablement disparu. La capitale ne sera plus jamais le foyer de l'agitation ouvrière comme en 1789, 1830, 1848 et 1871, laissant sa place aux banlieues et aux villes industrielles de province.

La Commune a aussi eu un grand impact à l'étranger. Patriotique mais aussi internationaliste, la Commune a attiré de nombreux volontaires étrangers, véritables Brigades internationales avant l'heure. Le plus célèbre d'entre eux est Giuseppe Garibaldi, élu député de Paris le 8 février 1871. Il avait auparavant répondu aux appels de Gambetta, organisateur de la défen-



## LE MUR DES FÉDÉRÉS

Les organisations syndicales, par tradition, rendent hommage à la Commune et célèbrent d'autres grands événements du mouvement ouvrier en se recueillant devant le mur des Fédérés, au Nord-est du cimetière du Père Lachaise. Les bouchers de Versailles entrent dans Paris par l'Ouest et convergent vers l'Est. Les barricades de la Commune des X<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> arrondissements sont enfoncées. Les derniers défenseurs se battent entre la mairie du XI<sup>e</sup> et le Père Lachaise. Laissons à Louise Michel le soin de décrire cette curée: «Les portes du Père Lachaise, où se sont réfugiés des fédérés pour les derniers combats, sont battues en brèche par les canons... La poignée de braves du Père Lachaise se bat à travers les tombes contre une armée, dans les fosses, dans les caveaux, au sabre, à la baïonnette, à coups de crasse de fusil... Au grand mur blanc qui donne sur la rue du Repos, ceux qui restent de cette poignée héroïque sont fusillés à l'instant. Ils tombent en criant Vive la Commune!».

Ce mur ensanglanté est devenu «le Mur des Fédérés».

Le terme de «Fédérés» provient du nom de la Fédération des bataillons de la Garde nationale de Paris, qui assura la défense de la capitale contre les Prussiens puis contre les Versaillais. ■



1<sup>er</sup> Mai 96

**BIENVENUE  
STAND UP COMMUNISTE!  
TRAVAILLONS ENSEMBLE!  
ARRÊTONS TOUTES AUTRES  
ET PENSÉES**

# LE DE PARIS



se de la jeune République. Garibaldi et ses «Chemises rouges» guerrieroient en Bourgogne contre Bismarck.

«Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle; Considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyens aux étrangers qui la servent; Considérant que le titre de membre de la Commune est une marque de confiance plus grande encore que le titre de citoyen», les Fédérés proposent à Garibaldi de devenir le commandant en chef de la Garde nationale. Après moult hésitations, le héros de la réunification italienne et de la lutte de libération de l'Amérique latine, décline l'offre. Cela n'empêchera pas de nombreuses Chemises rouges de se battre sur les barricades de Paris et de Marseille. Ils y trouveront presque tous la mort.

Venu de Genève, l'anarchiste russe Alexandre Bakounine essaiera quant à lui un coup de force à Lyon, dès le 28 septembre 1870, en s'emparant de l'hôtel de ville et en proclamant l'abolition de l'État. Mais il sera contré par le républicain Léon Gambetta. Parmi les combattants parisiens, outre des Italiens, on retrouve de nombreux travailleurs immigrés. À cette époque, il s'agissait surtout de Belges et de Polonais. Cette communauté a d'ailleurs donné deux des plus grands généraux de la Commune: Dombrowski et Wroblewski. En luttant pour la Commune, ces Polonais luttèrent aussi pour la liberté de la Pologne, partagée entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Des Allemands, membres de l'Internationale, comme Léo Fränkel, viendront prêter main forte aux Communards.

Mais on retrouve aussi des nationalités plus exotiques parmi les 1 725 étrangers arrêtés durant la semaine sanglante, sans compter les quelques cen-



(Suite et fin page 12)





# les «Vies de militants»

## EUGÈNE VARLIN (1839-1871), L'OUVRIER MARTYR DE LA COMMUNE



Portrait de Dombrowski, dessin de Combat.

taines nés sur les barricades ou exécutés sommairement pour avoir un nom à consonance étrangère. Outre diverses nationalités issues des empires Austro-hongrois, Ottoman et Russe, il y avait une poignée de volontaires roumains, serbes et grecs.

Mais c'est après la défaite de la Commune que cette épopée a eu le plus de retentissement à l'étranger. Dans toute l'Europe et même ailleurs, elle est devenue un symbole de tentative d'émancipation du mouvement ouvrier, repris tant par le mouvement syndical que par les différentes écoles politiques socialistes. Le communisme international a tenté de capter à son unique profit l'héritage de la Commune, n'en faisant qu'une répétition de la révolution d'Octobre et de l'instauration du régime communiste en Russie, puis en URSS et dans le bloc de l'Est. C'était oublier la diversité politique des Communards et l'importance de la participation d'ouvriers qui allaient devenir

l'ossature du syndicalisme à la française et dont la génération suivante allait donner le jour à la Charte d'Amiens. ■

**N**é dans une famille de petits paysans, le 5 octobre 1839 à Claye-Souilly en Seine-et-Marne, Eugène Louis Varlin a la chance d'aller à l'école jusqu'à treize ans. Il entre en apprentissage à Paris chez son oncle relieur en 1855. Travailleur et brillant, il devient contremaître en 1859 et suit les cours du soir de l'Association philotechnique. Travailleur à domicile, le relieur Varlin complète ainsi son éducation. Il s'intéresse aussi à la condition ouvrière. Dès l'âge de 18 ans, il participe à la fondation de la société civile des relieurs ainsi qu'à la société de secours mutuel. En 1862, il est envoyé à l'exposition internationale de Londres.

En 1864, dans un contexte d'organisation des revendications ouvrières, il dirige une grève victorieuse des ouvriers relieurs. Exclu de la société mixte patrons-ouvriers, Varlin fonde et préside la société d'épargne et de crédit mutuel des ouvriers relieurs et y impose la mixité, ce qui est encore très rare dans le mouvement ouvrier à cette époque.

En 1865, il adhère à la section française de l'Internationale et collabore à son journal, *Tribune Ouvrière* puis *Presse Ouvrière*. Il participe donc aux congrès de l'Internationale en 1865 et 1866 à Londres et à Genève. Il y milite pour le droit des femmes et l'éducation obligatoire des enfants.

Varlin fait aussi partie du mouvement co-opérateur. En 1868, il fonde la coopérative de consommation «La Ménagère» et le restaurant coopératif «La Marmite», tout en développant dans l'Internationale l'idée de la journée de 8 heures. Mais l'Empire agonisant de Napoléon III poursuit les militants de l'Internationale. Varlin entre à la sinistre prison de Sainte-Pélagie en juillet 1868 pour quelques mois.

L'année suivante, les grèves se multiplient : les fileurs de Limoges, les ovalistes de Lyon, les mégissiers parisiens... Eugène Varlin fonde alors la «Caisse du sou» pour soutenir matériellement tous les grévistes. Cette année-là, il participe au congrès de l'Internationale à Bâle où il déclare : «Les sociétés corporatives - Résistance, Solidarité, Syndicat - méritent surtout nos encouragements et nos sympathies, car ce sont elles qui forment les éléments naturels de l'édifice social de l'avenir. Ce sont elles qui pourront facilement se transformer en associations de producteurs.

*Ouvrier relieur, infatigable organisateur du mouvement ouvrier, Eugène Varlin reste dans les mémoires comme grand militant syndical et héros de la Commune de Paris.*



Eugène Varlin, exécuté rue des Rosiers à Montmartre. Peinture de Maxmillen Luce.

Ce sont elles qui pourront mettre en œuvre l'outil social et organiser la production». À la veille de la guerre franco-prussienne, Varlin organise les sections de l'Internationale à Lyon, au Creusot et à Lille. Pour échapper à une nouvelle vague d'arrestations, il s'enfuit en Belgique. Il rentre à Paris dès la chute de l'Empire en septembre 1870. Il devient aussitôt commandant du 193<sup>e</sup> bataillon de la Garde nationale et membre du Comité central provisoire parisien. Ses idées sont claires : «Paris assiégé par le roi de Prusse, c'est la civilisation, c'est la révolution en péril... notre révolution à nous n'est pas encore faite et nous la ferons lorsque, débarrassés de l'invasion, nous jetterons révolutionnairement les fondements de la société égalitaire que nous voulons».

Le 1<sup>er</sup> mars 1871, Varlin est nommé secrétaire de la section française de l'Internationale, puis est élu représentant du VI<sup>e</sup> arrondissement. Il devient membre de la commission des finances de la Commune puis de celle du ravitaillement grâce à ses qualités d'organisateur. Le 2 mai, la Commune le fait directeur général des approvisionnements militaires.

Durant la semaine sanglante, il commande la défense du VI<sup>e</sup> arrondissement puis de la mairie du XI<sup>e</sup>. Le 27 mai au soir, il se bat encore sur la dernière barricade de la rue de la Fontaine au Roi. Le 28, en début d'après-midi, épuisé, il s'écroule sur un banc près de la place Cadet. Reconnu par les Versaillais, il est traîné jusqu'à la rue des Rosiers à Montmartre (aujourd'hui rue du Chevalier de la Barre) où il est fusillé contre un mur, s'écriant «Vive la République, vive la Commune!». Syndicaliste, internationaliste, co-opérateur, Varlin était ainsi, suivant la description d'un de ses amis syndicalistes : «De ma vie je n'ai vu d'yeux semblables. Ils n'étaient pas très grands mais reluisaient de tels feux qu'ils commandaient immédiatement l'attention, bientôt remplacée par l'estime et l'affection. Ces deux petits yeux noirs si vifs rayonnaient d'une telle bonté, étaient si honnêtes et si intelligents, qu'ils pénétraient en vous et allaient y réveiller les mêmes sentiments qu'ils reflétaient».

L'historien Jean Maitron, dans son «Dictionnaire du mouvement ouvrier», n'hésite pas à parler d'une des gloires du prolétariat français. ■







la  
37  
gt

HOMMAGE A LA COMMUNE DE PARIS  
ET AUX COMMUNEUX

LES AMIS ET AMIÉS de la  
**Commune**  
de PARIS 1871

LIBRE - PENSÉE - ÉMULATION - DIGNITÉ - ET LOI

**FO**  
LA FORCE  
SYNDICALE

37  
UNION DÉPARTÉMENTALE  
D'INDUSTRIELS ET COMMERÇANTS





Je tiens à remercier tout d'abord les camarades de la « Libre Pensée » d'avoir pris cette initiative et de permettre à l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT d'y intervenir.

Si la CGT et son Institut d'Histoire Sociale ont tenu à s'inscrire dans les initiatives autour de cet anniversaire, ce n'est pas dans une démarche commémorative mais au contraire pour replacer l'esprit de la Commune dans le temps présent. C'est aussi peut-être parce que notre organisation syndicale, née 24 ans après la Commune, est une des filles de « cette révolution impromptue » comme l'a nommée Roger Martelli dans son dernier ouvrage

Nul ne peut appréhender la construction du mouvement syndical de notre pays et la naissance de la CGT sans étudier les mouvements révolutionnaires qui ont vu le jour tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle. C'est d'ailleurs notre histoire commune (sans jeu de mots) à nous CGT et nos camarades de FO. De la révolution de juillet 1830, en passant par l'insurrection des canuts lyonnais en 1831, les émeutes parisiennes de 1832, celles de février et juin 1848, les barricades parisiennes contre le coup d'Etat de Napoléon III en 1851, jusqu'à la Commune de 1871 c'est la conscience ouvrière et son désir d'émancipation qui se sont développés durant cette période trop mal connue.

Si 150 ans après, la Commune de Paris suscite toujours le même intérêt, c'est qu'elle fut un marqueur de l'histoire qui dépasse largement nos frontières. Des Etats Unis, sortant de la guerre de sécession, à la Chine, de l'Amérique Latine au Maghreb, comme dans toute l'Europe, la Commune a apporté son souffle à la volonté des peuples opprimés de se libérer du joug des classes dominantes.

Il n'est pas imaginable de travailler l'histoire du mouvement social et ouvrier sans faire référence à ces femmes et à ces hommes qui ont eu le courage de se révolter alors qu'elles et ils étaient enserrés entre les armées prussienne et versaillaise.

Dans ce Paris assiégé et affamé, elles et ils n'ont pas hésité à prendre leur destin en main face à l'adversité pour mettre en place une République démocratique et sociale. Refusant la capitulation et de livrer leurs canons à l'armée versaillaise venue les prendre par la force, le peuple de Paris s'est soulevé le 18 mars 1871. Durant soixante-douze jours, il a uni ses forces pour s'organiser en République autonome sous le nom de « Commune de Paris ».

Dans ce bref laps de temps, et malgré les coups de boutoirs de l'armée versaillaise, le peuple de Paris a bâti l'armature d'une société progressiste. Certes, elles et ils n'ont pas réussi à mener à bien leur œuvre mais, sur de nombreux aspects, cette Commune a marqué en profondeur le mouvement ouvrier national et international du 19<sup>ème</sup> siècle. Elle fut un creuset d'idées novatrices et progressistes qui sont toujours au cœur de notre actualité.

La Commune est considérée comme la plus authentique démocratie, au sens littéral du terme, qui n'ait jamais existé avec une représentation directe des citoyens, permettant à tout moment la révocation des élu-e-s. La Commune a voulu concrétiser l'aspiration ouvrière de l'Association Internationale des Travailleurs « l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ».







Par l'abolition des bureaux de placement du second empire et la charge donnée aux mairies de centraliser les offres et les demandes d'emplois. Nous retrouvons une esquisse des futures Bourses du Travail.

Dans sa courte vie, la Commune abolit le travail de nuit des boulangers, elle interdit les amendes et retenues sur salaires, elle réduit la journée de travail dans certains ateliers.

La commune établit des projets de coopérative de production, elle permet aux travailleurs de la Poste d'accéder au conseil d'administration. La Commune applique la réquisition des logements vacants pour les sans-abris et l'interdiction des expulsions.

34 ans avant la loi de 1905, la Commune a décrété la séparation de l'Église et de l'État et a créé l'école laïque, gratuite et obligatoire. C'est également à la Commune que l'on doit la conception et l'organisation d'écoles professionnelles qui conjuguent la formation à un métier avec un enseignement général émancipateur. Dans le même esprit, la Commune a ouvert les portes de l'art et de la culture pour les mettre à la disposition de la classe ouvrière.

Les femmes engagées dans l'action communarde ont pris toute leur place dans la gestion du pouvoir. Elles créent le 11 avril 1871 la première association de masse l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés. Leurs revendications sont d'une actualité brûlante : le droit au travail et à la formation professionnelle, la reconnaissance de l'union libre, l'attribution d'une pension alimentaire en cas de séparation du conjoint. La Commune a ouvert le concept « à travail égal, salaire égal » concernant les enseignants.

La Commune a banni la prostitution désignée comme : « une forme d'exploitation de créature humaine par d'autres créatures humaines ».

Ces quelques exemples montrent la modernité des visées communalistes et comment elles furent autant de sources d'inspiration pour le mouvement ouvrier et la construction du syndicalisme.

Cette conception de la société explique également l'acharnement de la république bourgeoise à majorité monarchiste et impérialiste dirigée par Adolphe Thiers à détruire la Commune et à massacrer ses actrices et acteurs durant la semaine sanglante et dans les mois qui suivirent. Michelle Audin dans son ouvrage « la semaine sanglante » démontre avec la rigueur historiographique nécessaire et dans une étude implacable l'ampleur de ce massacre et les pouvoirs donnés aux généraux de l'armée versaillaise pour organiser cette tuerie.

Encore aujourd'hui, les forces réactionnaires s'opposent avec vigueur à toutes célébrations de cet anniversaire même si 150 années se sont écoulées. Ce n'est pas le fait du hasard si les programmes scolaires sont si discrets sur cet événement majeur de l'histoire de notre pays.

Si pour eux, il est préférable d'entraîner le peuple vers la célébration du bi centenaire de la mort de Napoléon Bonaparte, c'est qu'ils craignent que cette Commune serve toujours, en ce 21<sup>ème</sup> siècle, de référence pour les actrices et acteurs du mouvement social. Auraient-ils peur de « La Commune au présent ».

Le plus bel hommage que nous pouvons rendre à ces femmes et ces hommes qui ont fait « La Commune » c'est aujourd'hui de porter haut et tous ensemble l'expression des revendications de tous les travailleurs.

St Pierre des Corps le 29 mai 2021



L'Internationale et le Temps des Cerises  
2 textes d'Eugène Pottier ont été repris a capella et en chœur  
par l'ensemble des participants sous la houlette de Pierre  
ROBERT qui a assuré les couplets

merci à tous d'avoir répondu présent à cette invitation et cette  
cérémonie où nous avons pu rendre ici en Indre et Loire comme  
ailleurs en France, comme à Paris au Père Lachaise ce jour,  
l'Hommage aux hommes et aux femmes qui osèrent prendre leur  
destin dans leurs mains et qui donnèrent ainsi un cap pour le  
mouvement ouvrier.





COMMÉMORATION SPDC- NR 37

## Le 150e anniversaire de la Commune commémoré à Saint-Pierre-des-Corps

---



*L'assistance derrière la gerbe déposée au pied de la plaque « Place de la Commune de Paris 1871 ». © Photo NR*

Il ne pouvait pas se trouver meilleur endroit pour commémorer le 150e anniversaire de la Commune de Paris, que la place de la Commune à Saint-Pierre-des-Corps.

C'est tout naturellement que cette place inaugurée le 3 septembre 2015, située face au stade Camélinat (qui fut directeur de la monnaie pendant la Commune), a accueilli hier, samedi après-midi, les amis, sympathisants et syndicalistes pour cette cérémonie. Une cérémonie initiée par la Libre Pensée et son président départemental, Alain Jouannet.

L'ancienne maire de la ville, Marie-France Beauvils, avait répondu à l'invitation de même que Grégoire Hamelin pour l'UD-FO, Patrick Fonteneau pour les Amis de la Commune et Christian Faucompré en tant que représentant de l'Institut de l'histoire sociale de la CGT.

Chacun à sa manière a rappelé ce que fut cette période « qui révéla le 1er gouvernement ouvrier du 18 mars au 28 mai 1871 et qui fut un combat pour l'émancipation sociale à travers une œuvre immense ». Période qui a pris fin dans « un bain de sang et une répression féroce menée par le gouvernement Thiers à l'issue d'une semaine sanglante qui a fait 30.000 morts », ont-ils insisté.





## UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE D'INDRE ET LOIRE

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin  
Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00  
[udfo37@force-ouvriere.fr](mailto:udfo37@force-ouvriere.fr)  
<http://37.force-ouvriere.org>

### **INVITATION au RASSEMBLEMENT pour la COMMUNE DE PARIS.**

150e anniversaire

**Samedi 29 mai 2021 à 14H30, Place de la commune de Paris à Saint Pierre DesCorps**

Chers Camarades,

Il y a 150 ans, le 28 mai 1871, l'épisode révolutionnaire de LA COMMUNE DE PARIS, après seulement 72 jours d'existence, prenait fin dans un horrible bain de sang (la semaine sanglante et ses 30000 morts) et une répression féroce menée par le gouvernement Thiers.

Si la Réaction de l'Etat et des Versaillais a été aussi violente, c'est que le peuple de Paris avait réussi à mettre en place un gouvernement qui avait décidé de lois sociales et émancipatrices dans l'intérêt même du plus grand nombre. Voici ce que L'UD FO 37 en rapportait en ce 1er MAI 2021 Place JEAN JAURES à Tours :

*« Pour nous, syndicalistes, parmi les grandes dates du mouvement ouvrier, la Commune de Paris tient une place particulière. Dernière révolution du XIXe siècle, c'est aussi la première tentative de prise en main de leur destin par les ouvriers.*

*Les Communards, à 80 % ouvriers et artisans, avaient développé un programme socialiste et fédéraliste. Derrière le drapeau rouge, ils voulaient réorganiser l'économie au profit des travailleurs. Ils avaient instauré l'éducation gratuite, obligatoire et laïque.*

*La Commune a voulu être un gouvernement des travailleurs démocratie de mandat direct et sous contrôle permanent. Les décisions d'ordre économique et social qu'ils firent prendre préfiguraient la législation de protection du travail, la Sécurité Sociale, le système de garantie chômage et le salaire minimum légal.→*

L'Oeuvre de la Commune de Paris est immense, l'engagement des communards pour l'émancipation intégrale mérite d'être salué, pour ce qu'ils ont laissé aussi comme empreintes dans le mouvement ouvrier ; et comme le souligne Eugène Pottier dans son texte en 1886 « *Tout ça n'empêch' pas Nicolas qu'la Commune n'est pas morte !* »

C'est pourquoi, en association **avec Les Amis de la Commune de Paris, avec la Libre Pensée 37 , avec l'UD FO 37 nous organisons un hommage « revendicatif » à la Commune de Paris sous forme de rassemblement , le samedi 29 mai 2021 à 14H30 Place de la Commune de Paris à Saint-Pierre-Des-Corps**, à deux pas du stade Camélinat.

Nous invitons bien sûr l'ensemble de nos adhérents et plus largement les citoyens qui veulent à nous rejoindre pour commémorer cet événement, qui a eu une portée considérable et internationale. L'Actualité fait elle aussi écho avec la Commune de Paris.

**RASSEMBLEMENT POUR LE 150e anniversaire de la Commune de Paris (18 mars-28 mai 1871)**

**VENEZ NOMBREUX et NOMBREUSES A CE RASSEMBLEMENT MILITANT ET AUSSI REVENDICATIF**

(rassemblement dans le respect des gestes barrières)

Saint-Avertin, le 5 mai 2021